



FRANCE

Des enseignants de maternelle s'inquiètent d'une pression accrue

Depuis son arrivée en 2017, le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, revient par petites touches sur cette école à part, ses objectifs, ses enjeux

L'école maternelle va-t-elle devenir l'anti-chambre du cours préparatoire ? Depuis l'arrivée de Jean-Michel Blanquer à la tête du ministère de l'éducation nationale, cette question inquiète dans les rangs des enseignants. Certains craignent une « reprise en main » des petites classes, historiquement à part dans le système scolaire. L'école du jeu et du respect des rythmes de l'enfant se sent ainsi menacée par le « pilotage par l'évaluation » – des tests ont été instaurés par Jean-Michel Blanquer au début du CP – mais aussi par l'idée d'une maternelle « plus exigeante » qui se dessine dans les textes officiels.

Dernier épisode en date, la publication par le Conseil supérieur des programmes (CSP) d'une « note d'analyse et de propositions sur le programme de l'école maternelle », à la demande du ministre, à la mi-décembre 2020. Celle-ci se présente comme un « enrichissement » des programmes pensés sous la gauche, en 2015. Après l'obligation de l'instruction dès 3 ans, actée en 2019, la scolarisation obligatoire prévue par le projet de loi contre le

« séparatisme » vient, à son tour, conforter le rôle d'une école maternelle qui prépare l'entrée au cours élémentaire, et « invite à envisager sous un angle nouveau les apprentissages et les acquis des enfants », indique la note du CSP.

« Grille d'observation »

De nombreux enseignants lisent dans ce texte une volonté de remettre en cause les programmes de 2015, qu'ils jugent « équilibrés » entre l'entrée dans les « fondamentaux » d'un côté, et l'épanouissement par le jeu, la bienveillance et le souci du rythme de l'enfant de l'autre. « Même si la note du CSP évoque l'importance du jeu, on sent que c'est une concession à quelque chose qu'ils savent être important pour d'autres », analyse Viviane Bouysse, inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale et spécialiste de l'école maternelle.

L'indignation est telle que le CSP a réagi le 8 janvier, regrettant des « allégations mensongères » qui « dévoient » son analyse. « Le CSP n'a (...) aucunement été sollicité pour élaborer un nouveau programme mais pour envisager la manière de concilier la spécificité de l'école maternelle avec les inflé-

chissements induits par la loi », précise l'instance dans un communiqué, avant de démentir les rumeurs d'une « évaluation » des élèves dès la maternelle.

Mais la publication, le 21 janvier, par le site spécialisé Café pédagogique d'un questionnaire reçu dans certaines écoles, crée de nouveau une vive émotion. Cette « grille d'observation » demande par exemple si l'élève « coupe la parole », « quitte l'activité avant de l'avoir achevée » et « a facilement les larmes aux yeux ». L'éducation nationale précise qu'il s'agit seulement de tester des entrées avant le lancement d'un nouveau panel statistique en septembre 2021. Affaire classée ? « La publication de cette grille dans la presse a créé un malentendu, analyse Guislaine David, du SNUipp-FSU. Dans un contexte de crainte du pilotage par l'évaluation, les collègues ont vu rouge. » Officiellement pourtant, les tests instaurés au début du CP n'ont pas d'incidence sur l'école maternelle. Mais en pratique, les enseignants sentent que les médiocres performances des élèves à l'entrée au CP inquiètent en haut lieu – et font rejaillir sur la maternelle des exi-





gences qui n'y auraient, selon certains, pas leur place.

L'ère Blanquer, un virage

De cette volonté de « reprise en main », la note du CSP ne serait que le dernier sursaut. « En 2018, lors des assises de la maternelle, on avait déjà eu le sentiment très net que l'expertise universitaire allait désormais primer sur le savoir-faire des enseignants », rappelle Guislaine David. L'année suivante, la circulaire de rentrée 2019 s'accompagne de trois longs textes de recommandations pédagogiques, où l'on peut lire que l'école maternelle doit « renforcer la préparation aux apprentissages fondamentaux ».

Pour Viviane Bouysse, l'ère Blanquer représente effectivement un virage : « On donne des instructions précises, et les professeurs le sentent bien, assure-t-elle. On est passés de "voilà ce que vous pouvez faire" à "voilà ce que vous devez faire". » Ce recentrage sur les « fondamentaux » est également perçu par beaucoup comme une dénaturation de l'école maternelle. « Ce virage risque de nous faire perdre le sens de l'interdisciplinaire, regrette Françoise Horlaville, directrice de maternelle à Evreux. Il y a des enfants qui comprennent mieux les histoires avec des marionnettes, d'autres avec des dessins. Ce sont autant de manières d'entrer dans la lecture. »

Réduction des inégalités

Les rapports de force autour de la maternelle ne datent pourtant pas d'hier. « Depuis sa création en 1881, les tenants d'une école à part, celle de la bienveillance et du développement de l'enfant, s'opposent à ceux qui voudraient en faire une école préélémentaire, rappelle Patricia Legris, maîtresse de conférences en histoire contemporaine à l'université Rennes-II. Les défenseurs d'un savoir-faire spécifique l'ont emporté pendant longtemps. » Dans les années 1970 et 1980, la sociologie de l'éducation

imprègne les milieux enseignants et intellectuels, ainsi que les couloirs du ministère. « A partir de là, on considère que la maternelle a un rôle à jouer dans la réduction des inégalités... Donc qu'elle doit préparer au cours préparatoire. » L'institution opère depuis un va-et-vient. « Déjà, en 2002, les programmes de la maternelle étaient très tournés vers les fondamentaux », rappelle l'historienne.

Une valse-hésitation qui n'échappe pas aux enseignants. « Au cours de ma carrière, la posture sur l'école maternelle a changé à plusieurs reprises, abonde Françoise Horlaville. On a du mal à trouver sa juste place, parce que les enseignants n'ont pas le temps de s'approprier les choses et de se former. »

Tout le paradoxe de cette école particulière est là : les enseignants voudraient que l'on reconnaisse leur expertise – qu'on « leur fasse confiance », comme le défend Claudine Llado, qui dirige une école maternelle à Vence (Alpes-Maritimes). Et en même temps, « si les professeurs savaient parfaitement faire avec tous les élèves, la situation ne serait pas ce qu'elle est au CP », reconnaît Viviane Bouysse. Et si la solution était dans la coconstruction ? C'est cette écoute du terrain, présente dans les programmes de 2015, que les enseignants craignent désormais de perdre. « On ne peut pas bien enseigner quelque chose qui ne nous correspond pas », plaide Claudine Llado. ■

VIOLAINE MORIN

« On est passés de "voilà ce que vous pouvez faire" à "voilà ce que vous devez faire" »

VIVIANE BOUYASSE
 inspectrice générale
 de l'éducation nationale



